

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>21</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Fondation d'Auteuil -  
Action inclusion exclusion - Attribution  
d'une subvention pour l'année 2018 suite  
absorption AFC Adrafom

<input checked="" type="checkbox"/> Original ▪ Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
---

N° Enregistrement : BC.2019.006

Date de la convocation : <b>Le 22/01/2019</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>  de l'affichage en date du <b>04 FEV. 2019</b>  de la réception s/Préfecture en date du <b>04 FEV. 2019</b>  Pour le Président, La Responsable de Service <b>Laurence MALHERBE</b> <i>Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux</i> Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 28 janvier 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 28 janvier à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Jean Pierre MAURIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Richard THIERY

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans ce cadre, la CASA a souhaité en 2018 apporter son soutien à une action nommée « *exclusion – inclusion* ». Cette action permet aux jeunes exclus temporairement du collège de Vallauris à la suite d'un conseil de discipline d'être accueillis durant leur exclusion hors de la structure pour participer à un programme d'activités permettant de comprendre la raison de cette exclusion, d'en tirer profit pour se reconstruire, et finalement de réintégrer leur parcours scolaire dans un meilleur état d'esprit.

Par délibération n°BC.2018.141 le bureau communautaire avait voté le 16 juillet 2018 l'attribution d'une subvention de 2 500 € à l'association AFC ADRAFOM pour cette action.

Or, réunis en Assemblée Générale Mixte le 30 mai 2018, les membres de l'association AFC ADRAFOM, visée par cette subvention et ceux de la fondation d'Auteuil ont décidé la dissolution de l'association AFC ADRAFOM et sa fusion au sein de la fondation d'Auteuil (5ème résolution du Procès-Verbal d'assemblée générale).

L'assemblée générale a également donné tous pouvoirs à M. Nicolas TRUELLE, son président, en sa qualité de représentant de la fondation des apprentis d'Auteuil.

Sur le terrain, l'action « exclusion-inclusion » a par ailleurs été conduite par l'équipe du service de l'Espace de Vie Sociale (lieu qui accueille et accompagne des familles et leurs enfants) ayant poursuivi son programme d'actions. A ce jour, celle-ci est toujours en cours.

Depuis cette date, la convention détaillée fixant les objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels de cette action est exécutée par la fondation d'Auteuil en lieu et place d'AFC ADRAFOM initialement visée par la précédente convention soumise au bureau communautaire de juillet 2018. Il convient dès lors de conclure une nouvelle convention entre la CASA et la fondation d'Auteuil.

Considérant que par délibération n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que cette action de prévention de la délinquance menée par la fondation d'Auteuil s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018 sur cette action ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2018 et engagés en cours d'année ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'abroger la délibération n°BC.2018.141 du 16 juillet 2018 ;
- d'octroyer une subvention d'un montant de 2 500 € à l'association Fondation d'Auteuil ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association fondation d'Auteuil et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'abroger la délibération n°BC.2018.141 du 16 juillet 2018 ;
- d'octroyer une subvention d'un montant de 2 500 € à l'association Fondation d'Auteuil ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association fondation d'Auteuil et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 28 janvier 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LA FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 28 janvier 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée *Fondation d'Auteuil* régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale scolaires ou dans un processus d'exclusion , d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale , et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Depuis plusieurs années, l'association AFC ADRAFOM avait développé en partenariat avec le collège Pablo Picasso de Vallauris l'action « exclusion-inclusion » dont l'objet était l'accompagnement à la prise de conscience par le collégien et son entourage du sens de l'exclusion pour une réintégration positive dans l'établissement scolaire.

Par assemblée Générale Mixte en date du 30 mai 2018, les membres de l'association AFC ADRAFOM et ceux de la FONDATION D'AUTEUIL ont décidé la dissolution et la fusion de l'association au sein de la FONDATION D'AUTEUIL.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe désormais des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 45 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire, les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement pour FONDATION D'AUTEUIL la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2018.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 13 450 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Evaluation de la motivation des jeunes à « jouer le jeu » de la procédure liée à notre intervention (assiduité, ponctualité, engagement actif à travailler) ;
- Nombre de collégiens ayant bénéficié de ce dispositif ;
- Appréciation des retours à une scolarité régulière ;
- Motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...) ;
- Evaluation/régulation du dispositif mis en œuvre.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2019.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
FONDATION D'AUTEUIL,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 28/01/2019  
Numéro : BC\_2019\_006  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Fondation d'Auteuil - Action inclusion exclusion - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 suite absorption AFC Adrafom  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : YbORraE

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 04/02/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190128-BC\_2019\_006-DE

**Acte reçu**

Date : 28/01/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_006  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Fondation d'Auteuil - Action inclusion exclusion - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 suite absorption AFC Adrafom  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190128-BC\_2019\_006-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20190128-BC\_2019\_006-DE-1-1\_2.PDF

N